

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 05/03/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Bolloré Energy**

24 route du 21ème Siècle  
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2025 263 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007201443

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement Bolloré Energy implanté 24 route du 21ème Siècle 86360 Chasseneuil-du-Poitou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection. De plus, elle a permis d'aborder les actions nationales en lien avec les prélèvements environnementaux à réaliser en phase incidentelle / post accidentelle et avec la substitution des mousses incendie par des produits non fluorés.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Bolloré Energy
- 24 route du 21ème Siècle 86360 Chasseneuil-du-Poitou
- Code AIOT : 0007201443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site de Bolloré Energy de Chasseneuil du Poitou stocke du gazole et des additifs. Il est équipé d'un poste de chargement-déchargement par camion et de déchargement par wagon déclaré à l'arrêt depuis août 2024. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature du fait d'un stockage de carburant excédant le seuil de 25 000 t.

La société Bolloré Energy exploite à Chasseneuil-du-Poitou une installation de stockage d'hydrocarbures soumise à autorisation environnementale. Les installations, sont constituées de 7 bacs permettant le stockage de plus de 29 000 t de fioul et de gasoil, d'une piste de dépotage par camions, et d'une piste de chargement de camions. Le site emploie actuellement 2 personnes.

Au titre des ICPE, l'activité a été autorisée par arrêté préfectoral n° 1772 du 4 août 1964 délivré à la société Esso. Le site a été repris par la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS) en 2001, puis par la société Picoty en 2006 et enfin par Bolloré Energy en 2018. À ce jour, l'activité principale du site demeure le stockage stratégique pour le compte de la SAGESS, l'exploitant étant tenu de maintenir celui-ci à plus de 90 % de ses capacités. Les rotations sont par conséquent assez faibles, de l'ordre d'une centaine de mètres cubes par jour et moins de 20 000 m<sup>3</sup> par an, et sont essentiellement destinées à renouveler les produits.

Les produits stockés sur le site sont des liquides inflammables présentant un point éclair supérieur à celui de l'essence, et ont par conséquent tendance à moins facilement se volatiliser une fois répandus sur le sol. Outre le risque d'épandage sur le sol ou d'incendie, ce type de stockage peut conduire à l'explosion de bac en cas de montée en pression de celui-ci, ou encore au phénomène de boil-over, résultant de la vaporisation rapide de l'eau présente en fond de bac et conduisant à une explosion avec boule de feu et projections.

Le site est autonome en matière d'extinction incendie, et possède notamment ses propres réserves d'eau et d'émulseurs. Chaque scénario accidentel identifié dans l'étude de dangers a fait l'objet d'une réponse programmée afin que l'opérateur n'ait à presser qu'un bouton pour déclencher le système de défense incendie (canons à eau, rideaux d'eau, boîtes à mousses). Ce déclenchement peut être effectué à distance, le site étant notamment équipé de nombreuses caméras facilitant une intervention rapide en dehors des heures ouvrées. En cas de défaillance, 30 minutes sont nécessaires à l'opérateur pour rejoindre le site.

De plus, un APC a été pris le 07/05/2024 pour encadrer plusieurs dispositions en lien avec la maîtrise du risque incendie du dépôt.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- AN25 Prélèvements envtx
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Essai de performance DCI	AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.7	Demande d'action corrective	4 mois
8	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	AP Complémentaire du 07/05/2024, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
12	Réseaux de collecte et plans	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Demande d'action corrective	3 mois
14	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Vérification des installations électriques	AP Complémentaire du 01/12/2006, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois
23	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Protections incendie des réservoirs et des cuvettes – feu de cuvette 1	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 2
2	Rétention émulseurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
3	POI : disponibilités des moyens	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
4	POI : contenu	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
5	Rétention cuves additifs	AP Complémentaire du 07/05/2024, article 2
6	Moyens fixes incendie du dépôt	AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.5
9	Arrêt de l'activité PCW	Lettre du 05/09/2024, article /
10	Entretien des séparateurs et décanteurs sur site	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 60
11	Ventilation locaux contenant des LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 40
13	Isolement in situ LI	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54.3
15	Entretien des moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.1
17	Vérification des protections foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article III
18	Remplacement des émulseurs par des non fluorés	Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1
19	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
		R. 515-100
20	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
21	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
22	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever que bon nombre d'écarts observés lors des précédentes inspections de 2024 ont été levés. Les essais fonctionnels de la DCI et de la fermeture de la vanne générale d'isolement hydraulique du site se sont avérés concluants.

Les émulseurs ont été remplacés par des produits non fluorés. Le POI du site a été mis à jour pour intégrer les exigences post Lubrizol détaillées à l'annexe V de l'AM du 26/05/2014.

En revanche, plusieurs écarts ont été notifiés à l'exploitant concernant les installations électriques, le confinement des eaux d'extinction du poste de chargement, l'intégrité et l'étanchéité des réseaux aqueux du site. Des demandes d'actions correctives sont indiquées dans le présent rapport pour remédier à ces écarts.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protections incendie des réservoirs et des cuvettes – feu de cuvette 1

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/03/2015, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  cf. EDD de 2020 :  Protection des réservoirs a) Couronnes Les couronnes sont mixtes et sont équipées de micro-générateurs.  b) Boîtes à mousse Chaque réservoir est équipé, selon sa taille, d'une à cinq boîtes à mousse.  Protection des cuvettes : La protection des cuvettes est assurée par les couronnes des bacs alimentées en pré mélange et le complément de mousse est réalisé par les déversoirs des cuvettes ainsi que par des canons.
<b>Constats :</b>  À la demande de l'inspection, les moyens de lutte incendie définis dans la fiche réflexe du POI « Feu de cuvette rétention 1 » ont été mis en œuvre (par convention, l'émulseur a été coupé).  L'inspection a donc constaté le bon fonctionnement des équipements suivants par sondage

<p>(aucune buse n'a été vue bouchée) :</p> <p>=&gt; <i>moyens utilisés pour l'extinction et l'entretien préventif des tapis mousses</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des couronnes d'arrosage des bacs 1 et 2 (aucune buse d'aspersion n'a été vue obstruée) ;</li> <li>-des déversoirs de la cuvette de rétention 1 (D1 et D2).</li> </ul> <p>=&gt;<i>moyens utilisés pour la protection</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-des couronnes d'arrosage des bacs 3, 4, 5 et 6 (aucune buse d'aspersion n'a été vue obstruée) ;</li> <li>-des dispositifs de type queue de paon / rideaux d'eau de la rétention n°1 et de la rétention n°2.</li> </ul> <p>Les systèmes ont été vus fonctionnels et aucune anomalie n'a été identifiée de la part de l'inspection.</p> <p>Le démarrage des groupes moto-pompes incendie a été observé. Aucune anomalie n'a été observée sur leur fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Rétention émulseurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.</p> <p>Constat lors de l'inspection de mars 2024 : L'inspection a relevé que la cuve fixe de 20 m<sup>3</sup> d'émulseur existante est simple peau et n'est pas associée à une rétention.</p> <p>L'exploitant a précisé que la cuve émulseur sera prochainement remplacée (voir point de contrôle précité) au profit d'une cuve double peau. Le remplacement est prévu au plus tard pour la fin de l'année 2024.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, au plus tard d'ici la fin de l'année 2024, de procéder au remplacement de la cuve émulseur existante ; à défaut, l'exploitant l'associe à une rétention fixe suffisamment dimensionnée. L'absence de mise en place des actions correctives supra expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a précisé que la cuve d'émulseur de 20 m<sup>3</sup> allait être remplacée avant la fin 2024 au profit d'une cuve double enveloppe d'une capacité de 15 m<sup>3</sup> et qui accueillera de l'émulseur dosé à 3 %. L'exploitant précise que des travaux de mise en compatibilité de l'injection mousse devront être réalisés avec des émulseurs titrant à 3 % et non pas 6 % comme aujourd'hui. L'exploitant précise que des calculs des besoins en émulseur seront présentés prochainement à l'inspection ainsi que le détail des travaux à réaliser dans le cadre du remplacement de la cuve émulseur et de son contenu (le seul remplacement des 15 m<sup>3</sup> d'émulseur par du 3 % représente un coût de l'ordre de 50 k€).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les émulseurs fluorés ont été remplacés par des émulseurs non fluorés et la cuve sans rétention a</p>

été remplacée par une cuve double paroi. Cf point de contrôle n°18 du présent rapport.

Un système de détection de fuite est présent et l'exploitant a indiqué que le contrôle de la cuve émulseur est réalisé deux fois par jour à l'ouverture et à la fermeture du dépôt. La consigne permanente établie en ce sens indique que « Cuve émulseur (pas de fuites, vannes correctement positionnées, état général) ». Un contrôle de la dépression au manomètre est réalisé.

Lors de la visite des installations, la nouvelle cuve a bien été constatée. Le manomètre raccordé à la double enveloppe indiquait une dépression de -0,3 bar. Ce constat permet d'attester de l'intégrité de la double enveloppe.

**L'exploitant a précisé que la mise à niveau de sa DCI pour la rendre compatible avec les émulseurs non fluorés a représenté un coût d'environ 40 k€ (au regard des remplacements de membrane et de révision des proportionneurs).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : POI : disponibilités des moyens

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, suites VI 2024

**Prescription contrôlée :**

Constat lors de l'inspection de 2024 :

Le POI du site indique que lors du déclenchement du POI, le PC Exploitant est établi au bureau d'exploitation du site.

Le POI précise également que « une salle, ainsi que le matériel décrit ci-après sont mis à disposition :

- 1 exemplaire à jour du POI ;
- Plans du dépôt ;
- Paperboard, stylos ».

Lors de l'inspection, il a bien été constaté que les plans du dépôt et un paperboard étaient présents dans le bureau supra. En revanche, la version papier du POI datait d'octobre 2019. Il convient que l'exploitant y remédie.

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, d'éditer un POI en version papier à jour et de le mettre à disposition dans le local susceptible de servir de PC Exploitant en cas de POI déclenché.

**Constats :**

Le POI de décembre 2024 en version papier était bien présent dans le local dédié à la gestion de crise du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : POI : contenu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, suites VI 2024
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constat lors de l'inspection de 2024 :  Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de : <ul style="list-style-type: none"><li>-transmettre les réponses à chacun des constats formulés ci-dessus sur le POI ;</li><li>-mettre à jour le POI de son établissement pour tenir compte des remarques suscitées de l'inspection ;</li><li>-renforcer et mettre à jour l'organisation du site de sorte qu'un DOI soit nommé et mobilisable physiquement en cas de déclenchement du POI.</li></ul> Le POI doit être refondu pour tenir compte de l'effectif réel sur site et justifier que les tâches à accomplir peuvent l'être au vu de l'effectif réduit présent sur site (1 chef de dépôt et 1 technicien d'exploitation / de maintenance).  L'absence de mise en œuvre des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
<b>Constats :</b>  Le POI a été mis à jour suite à l'inspection pour intégrer l'ensemble des items mentionnés dans l'AM du 26/05/2014.  Une nouvelle version a été transmise en décembre 2024. L'examen par sondage des éléments actualisés n'appelle pas de remarque de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Rétention cuves additifs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une cuve d'additifs compartimentée à double enveloppe de 25 m <sup>3</sup> au poste de chargement camions est présente ; elle est associée à une capacité de rétention correctement dimensionnée.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence d'une cuve double enveloppe dépourvue de système de détection de fuite. En revanche, elle est bien raccordée à une rétention maçonnée. Le point bas de la rétention donne sur une conduite raccordée à un regard donnant sur le réseau d'eaux pluviales du site. Dans ce regard, une vanne est présente. Il a été constaté que celle-ci était en position fermée ; de ce fait, la fonction de rétention était garantie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Moyens fixes incendie du dépôt

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les moyens présents sur site doivent être dimensionnés et opérationnels, a minima pour faire face à chaque scénario incendie et répondre aux exigences du statut de l'autonomie appelée par l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 susvisé.  Protection des réserves de carburant Les couronnes d'arrosage sont mixtes et sont équipées de diffuseurs d'aspersion en nombre suffisant.  Chaque réservoir est également équipé de boîtes à mousse en nombre suffisant.  Protection des cuvettes La protection des cuvettes est assurée par les couronnes des bacs alimentées en pré-mélange et le complément de mousse est réalisé par les déversoirs des cuvettes, en nombre suffisant, ainsi que par des canons pré-positionnés.  Protection des îlots de chargement camions Les îlots de chargement camions sont protégés par deux canons rotatifs et deux extincteurs à poudre de 9 et 50 kg.  Canons Le dépôt dispose de 12 canons à débit variable pouvant aller de 1000 à 4000 l/min.  Rideaux d'eau Le site s'est doté de 3 rideaux d'eau placés entre le poste de déchargement wagon et la cuvette 3. Ces rideaux d'eau sont alimentés par le réseau maillé.  Deux queues de paon de débit unitaire de 900 l/min sont situées à proximité des cuvettes 1 et 2, en protection des réserves d'eau incendie et de la pomperie.  Protection des locaux des pompes incendie, des réserves d'eau et du bâtiment administratif Ces installations sont protégées par des canons mobiles ainsi que par les deux queues de paon évoquées précédemment
<b>Constats :</b>  Des vérifications de l'ensemble de ces moyens sont faites au moins une fois par an. Des vérifications trimestrielles sont réalisées et tracées sur des comptes-rendus avec planche photographique.  Aussi, le POI dans sa version de décembre 2024 indique que « sprinkler local DCI : une autoprotection de la DCI va être installée en 2024 » : Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un dispositif de sprinklage à l'eau à fonctionnement automatique (thermo-fusible à 95°C) a été installé dans le local DCI. Ce dispositif est fonctionnel depuis fin 2024 et a été réalisé suite à une

<p>demande assureur.</p> <p>L'exploitant sera vigilant à la réalisation des contrôles périodiques du système de sprinklage du local DCI. Ce point pourra être vérifié à l'occasion d'une prochaine inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Essai de performance DCI**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivant un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de réaliser un essai de performance de la défense incendie de son établissement de sorte à justifier que les taux d'application / débits d'aspersion réels des équipements de la DCI (couronnes, boîtes à mousse, déversoirs...) sont conformes aux taux / débits théoriques attendus d'être respectés.</p> <p>L'exploitant transmet le résultat de cet essai et conclut à la conformité de la défense incendie de son établissement ; dans le cas où des écarts seraient observés, l'exploitant propose alors à l'inspection, un plan d'actions visant à résorber les anomalies constatées suivant un calendrier raisonnable de mise en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un devis établi (prestation sollicitée : « ASSISTANCE TECHNIQUE AUX ESSAIS REEL ») par la société POLYTECH Protection Incendie daté du 28/08/2024.</p> <p>Tous les deux ans, des tests de performance sont réalisés sur les groupes incendie par la société ATEP. Contrôle réalisé le 13/02/2025 pour établir des courbes de puissance.</p> <p>L'exploitant précise que la commande (devis signé) est passée et qu'il est bien prévu que les essais d'aspersion en eau/émulseur pour vérifier le respect des taux d'application réglementaires aient lieu au cours du printemps 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de respecter l'échéance réglementaire de réalisation de l'essai de performance de la DCI du site. Il est demandé à l'exploitant, au plus tard pour le mois de juin 2025, de transmettre le rapport de cet essai et de justifier notamment que les taux d'application / débits d'aspersion réels des équipements de la DCI (couronnes, boîtes à mousse, déversoirs...) sont conformes aux taux / débits théoriques attendus d'être respectés.</b></p> <p><b>Aussi suivant ce même délai, il est demandé à l'exploitant de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre l'étude hydraulique et les modifications réalisées sur la DCI pour la rendre compatible avec les nouveaux émulseurs substitués ;</li> <li>- justifier que les circuits de la DCI ont bien été rincés et assainis ainsi que l'ancienne cuve</li> </ul>

émulseur et de transmettre les bordereaux de suivi de déchets dangereux des effluents de rinçage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant respecte les dispositions des arrêtés ministériels du 3/10/2010 et du 19/12/2008 susvisés, concernant le confinement des eaux d'extinction d'incendie.</p> <p>En outre disposition de l'article 3.8 de l'AMPG de 2008 (rubrique 1434 - A) : « Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les dispositions des articles 20-2 et 20-3 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (rubrique 4734), l'exploitant confirme qu'elles ne sont pas applicables au regard de la date de mise en service des réservoirs de stockage sur site (1965 pour les réservoirs 1 à 5, 1966 pour le réservoir 6 et 1967 pour le réservoir 7). L'exploitant précise en revanche que les rétentions des stockages de carburants sont conformes au dimensionnement de l'alinéa 20-1 de ce même arrêté.</p> <p>Au niveau du poste de chargement camion, tout épandage est raccordé au réseau d'eaux pluviales (dont l'étanchéité va être vérifiée en 2025) raccordé au décanteur de site. La capacité de confinement est suffisamment dimensionnée, notamment en cas d'épandage de la citerne de chargement d'une capacité de 36 m<sup>3</sup>.</p> <p>Par contre s'agissant du confinement des eaux d'extinction d'incendie, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le confinement dans les réseaux jusqu'au décanteur de site permettait de disposer d'un volume suffisant pour les eaux d'extinction en cas d'incendie au niveau du poste de chargement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous trois mois, que la capacité de confinement dans les réseaux internes en aval du poste de chargement est suffisante pour confiner les eaux d'extinction d'incendie du PCC. Une évaluation D9A pourrait utilement être réalisée pour préciser</b></p>

<b>le volume nécessaire à confiner.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Arrêt de l'activité PCW**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 05/09/2024, article /
<b>Thème(s) :</b> Autre, suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait du courrier préfectoral du 05/09/2024 :</p> <p>[Monsieur le préfet prend] donc acte des éléments présentés dans votre courrier du 26 août 2024. Ainsi, aucune activité de dépotage de carburant par wagon (PCW) n'est autorisée sur votre site.</p> <p>Enfin, je vous rappelle aussi que toute remise en service du poste de dépotage wagon (PCW) devra être portée à ma connaissance, avant sa réalisation, en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifiant que l'ensemble des dispositions organisationnelles et techniques prévues dans la tierce expertise seront correctement mises en œuvre sur le site. Dans le cas où de nouvelles techniques existeraient au vu de l'état des connaissances du moment, il conviendra de les intégrer dans votre dossier de porter à connaissance ;</li> <li>- mettant à jour l'étude de dangers de votre établissement pour y intégrer l'activité de dépotage wagon (PCW).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant précise que l'activité PCW demeure arrêtée sans préciser de date potentielle de reprise.</p> <p>Concernant l'alimentation électrique de la zone, l'exploitant précise que l'alimentation de la voie ferrée n'est pas alimentée et est coupée.</p> <p>L'exploitant précise qu'aucune installation électrique spécifique au PCW n'est présente. L'inspection a constaté l'absence d'alimentation électrique en local. Les installations sont donc mises en sécurité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Entretien des séparateurs et décanteurs sur site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les fiches de suivi des vidanges et des curages des séparateurs-déboueurs visés au point 54-4 du présent arrêté, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets résultant de ces nettoyages qui auront été détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations</p>

classées.
<b>Constats :</b>  Un entretien annuel du décanteur est réalisé et les déchets 13 05 07* (eaux et boues hydrocarburées) sont envoyés vers une filière de traitement conforme. Les bordereaux de suivi de déchets suite aux entretiens de mai 2023 et mai 2024 ont été présentés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Ventilation locaux contenant des LI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux dans lesquels sont présents des liquides inflammables sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs de liquides inflammables. Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'accumulation de vapeurs de liquides inflammables dans les parties basses des installations, et notamment dans les fosses et caniveaux.
<b>Constats :</b>  Aucune anomalie n'a été observée dans le local DCI laissant à penser qu'une accumulation de vapeurs inflammables pouvait être observée (ventilation du local suffisante).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Réseaux de collecte et plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Ces documents font notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur

étanchéité.

Les effluents liquides ne dégradent pas les réseaux de collecte.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes.

#### **Constats :**

Le plan des réseaux présenté par l'exploitant date de 2005.

Ce plan consigne deux réseaux dont celui d'eaux pluviales et celui des eaux susceptibles d'être polluées. Les secteurs collectés sont représentés ainsi que les ouvrages particuliers (regards, décanteur...).

En revanche :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation sanitaire, pour la défense incendie ne sont pas représentées ;
- les réseaux d'eaux susceptibles d'être polluées et les eaux pluviales propres convergent en certains points de dilutions (voir tracé des effluents des postes de chargement) ;
- les pompes de relevage, vannes ne sont pas représentées ;
- les regards coupe-feu ne sont pas légendés ;
- les ouvrages épuratoires de type décanteurs intermédiaires du site (situés en aval poste chargement, en aval après pomperie chargement, au niveau de la pomperie wagon) ne sont pas légendés sur le plan ; - la communication hydraulique entre le trop plein du décanteur général du site (15 m<sup>3</sup>) et la cuve tampon eaux polluées n'est pas représentée ;
- etc

Le plan des réseaux doit être remis à jour pour répondre aux exigences réglementaires et être revu intégralement.

L'exploitant a indiqué ne jamais avoir procédé à des opérations de curage et de contrôle de l'étanchéité des réseaux. Ces opérations sont prévues selon ses dires en 2025.

Enfin, l'inspection s'est intéressée au respect de la prescription suivante : « *Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes* ». Le plan des réseaux étant incomplet, l'inspection a identifié sur le terrain la présence de regards siphonides coupe-feu (dotés de coudes plongeurs) au niveau de l'aire de chargement camion, en aval des cuvettes de rétention des stockages de carburants (vu pour celui associé à la cuvette de rétention 2). Une garde hydraulique suffisante des regards inspectés a été observée par les inspecteurs (coudes plongeurs vus immergés). L'exploitant a, en revanche, indiqué ne pas réaliser de suivi de la garde hydraulique.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :**

- **mettre à jour le plan des réseaux aqueux pour répondre aux exigences réglementaires supra et aux remarques de l'inspection ;**
- **réaliser un curage des réseaux aqueux du site et un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de ces derniers dont plusieurs portions sont valorisées pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie ;**

- réaliser des contrôles périodiques de la conformité de la garde hydraulique des regards coupe-feu du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 13 : Isolement in situ LI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre disposent d'un organe de sectionnement situé avant le point de rejet au milieu naturel.</p> <p>+ Article 53 de l'AM du 03/10/2010 : Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une vanne en aval du décanteur (seul point de rejet du site) est présente et peut se fermer automatiquement et en manuel. Elle dispose d'une détection hydrocarbures (matériel VEGA : flotteur avec une sonde de détection d'irisation) pour permettre sa fermeture car la vanne est maintenue ouverte en toutes circonstances.</p> <p>Un essai de bonne fermeture de la vanne d'isolement a été réalisé lors de l'inspection avec succès.</p> <p>A noter que la vérification de la bonne fermeture de la vanne supra est observée lors des exercices POI et lors de contrôles périodiques internes. Ces contrôles sont tracés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Qualité des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les sites disposant d'une capacité totale réelle de liquides inflammables (hors fioul lourd) supérieure ou égale à 1 500 mètres cubes sont munis au minimum d'un puits de contrôle (piézomètre) en amont et de deux puits de contrôle en aval du site par rapport au sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>Le nombre exact de puits de contrôle et leur implantation sont définis suite aux conclusions d'une étude relative au contexte hydrogéologique du site ainsi qu'aux risques de pollution des sols.</p> <p>Le niveau piézométrique et la qualité des eaux sont analysés de manière semestrielle. L'eau</p>

<p>prélevée fait l'objet de mesures de substances fixées par arrêté préfectoral afin de caractériser une éventuelle pollution de la nappe au regard de l'activité actuelle du site.</p> <p>Les résultats de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées à une fréquence annuelle et sont accompagnés d'un commentaire sur les mesures correctives prises ou envisagées en cas de besoin.</p> <p>La qualité des eaux est également vérifiée au minimum deux fois pendant les sept jours suivant chaque perte de confinement notable affectant une zone non étanche. En cas de pollution, l'inspection des installations classées en est immédiatement avisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses de la qualité des eaux souterraines sont effectuées deux fois par an ; pour 2024, cela a été réalisé en mai et novembre 2024. L'établissement est composé de 6 piézomètres. Plusieurs paramètres sont analysés dont les hydrocarbures totaux (C10 à C40).</p> <p>Pour les analyses supra, globalement les mesures démontrent des teneurs en HCT &lt; 50 µg/l à l'exception des PZ 5 et 7 pour les analyses de novembre 2024 où les teneurs respectives suivantes ont été mesurées 92 et 100 µg/l. Par contre, l'aspect de l'eau prélevée est indiquée comme « odorante » pour les PZ 5 et 7 tant pour les analyses de mai et novembre 2024.</p> <p>Les rapports ne sont pas interprétés et exploités.</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que 3 piézomètres du site étaient bien cadenassés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de fournir des rapports avec des interprétations des analyses des eaux souterraines en fonction du positionnement hydraulique des ouvrages piézométriques.</b></p> <p><b>L'exploitant justifiera également pourquoi le PZ2 ne fait pas l'objet d'analyse de la qualité des eaux souterraines.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 15 : Entretien des moyens de lutte incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p>



Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection pour l'année 2024 :

- le contrôle des extincteurs (société DESAUTEL) ;
- le contrôle des groupes moto-pompes incendie et pompes émulseurs (société ATEP) ; une visite mécanique et une visite électrique sont réalisées ;
- les comptes-rendus d'exercices avec mises en route périodiques en eau ou mousse, des déversoirs, des couronnes d'arrosage des bacs... (contrôles internes).

Concernant les extincteurs et la DCI du site, aucune anomalie particulière n'est remontée. L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des contrôles internes de vérification de la DCI soient effectués aux périodicités requises et fassent l'objet d'une traçabilité en sus des comptes-rendus d'exercices.

En revanche pour les groupes / pompes eau / émulseur et bien qu'aucune anomalie n'ait été observée lors de la visite mécanique du moteur, des défauts sont mis en lumière suite aux vérifications électriques :

- GMP 1 et 2 : « remplacer le thermostat de pilotage de la résistance externe dont l'efficacité n'est pas constante »
- DCI émulseur 3 : « remplacer le dilatoflex de refoulement PN16 en PN20 ou 25 car il y a risque d'éclatement en phase de démarrage / mettre en oeuvre un supportage au niveau de conduite afin de permettre au dilatoflex de travailler exclusivement en axial »
- DCI émulseur 4 : « remplacer le dilatoflex de refoulement PN16 en PN20 ou 25 car il y a risque d'éclatement en phase de démarrage ».

Lors du remplacement de la cuve émulseur, les dilatoflex ont été remplacés en interne. Les remplacements des thermostats sur les groupes 1 et 2 ont été aussi réalisés. Les rapports de vérification de la société ATEP de février 2025 atteste du bon remplacement des éléments supra et que les groupes sont opérationnels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/12/2006, article 4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément à la norme NF-C 15-100 et au décret no 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III :hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

L'installation électrique comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble

du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an.

#### **Constats :**

Les installations électriques du dépôt sont vérifiées annuellement. Le dernier contrôle a été effectué par DEKRA le 03/12/2024.

Toutes les installations électriques n'ont pas été vérifiées au regard des éléments du rapport :

«- Examen des éléments internes des cellules haute tension d'arrivées distribution publique non réalisé en l'absence d'autorisation du distributeur d'énergie ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination).

- Examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination)

- Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité »

Le certificat Q18 consigne que le plan des zones à risque, le DRPCE ont bien été communiqués au contrôleur. Aucune non-conformité électrique n'a été observée lors du contrôle. En revanche, le certificat Q18 précise qu'une vérification complète des installations a été réalisée ; ce qui est en contradiction avec les informations supra consignées dans le rapport de vérification DEKRA.

L'exploitant a indiqué que ces contrôles non réalisés n'ont pas été effectués depuis lors.

Le certificat Q18 précise qu'une coupure générale a été autorisée et réalisée lors du contrôle ; cela veut donc dire que le dispositif « permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant » a été testé (pour rappel, l'AP prévoit que « uUn essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an. »). Selon l'exploitant, c'est bien le cas mais le rapport de contrôle des installations électriques ne le consigne pas. Par contre, l'exploitant réalise un contrôle interne trimestriel des « arrêts d'urgence » l'intégrant (voir précision ci-dessous).

Le dernier contrôle des arrêts d'urgence date du 30/12/2024 et a permis de vérifier les items suivants :

-vérification de la fermeture des vannes de sécurité au poste chargement camion ;

-vérification de la fermeture des clapets pieds de bacs ;

- vérification de l'arrêt des pompes produits de transfert.

Les essais internes trimestriels internes permettent de montrer le caractère fonctionnel de l'arrêt de la distribution / mouvement de carburants en cas d'actionnement de l'arrêt d'urgence.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :**

**- réaliser les vérifications des installations électriques non vérifiées en décembre 2024 et de transmettre les éléments à l'inspection ;**

- justifier que la vérification de l'arrêt total de distribution de carburant est bien effectuée lors du contrôle annuel des installations électriques. À défaut, il convient d'en programmer un rapidement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 17 : Vérification des protections foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Études foudre + vérifications périodiques annuelles des protections foudre
<b>Constats :</b>  Les études foudre du site sont les suivantes : - analyse du risque foudre (ARF) du 11/10/2021 réalisée par EGIS ; - étude technique foudre (ETF) du 11/10/2021 réalisée par EGIS.  Des travaux et recommandations ont été proposés dans l'ETF, notamment :- poste de livraison EDF : Procéder au remplacement des parafoudres existant par des parafoudres Type 1 / Type 2 combinés.  Selon l'exploitant, les travaux ont été menés. Une vérification complète foudre a été réalisée par DEKRA le 12/12/2024. Le rapport ne consigne aucune non-conformité. Le rapport de vérification vise les bonnes versions des études foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Remplacement des émulseurs par des non fluorés**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de L'article 4.  Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles  Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de

classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;
- b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;
- d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

#### Constats :

L'exploitant a profité du remplacement de la cuve émulseur pour remplacer les anciens émulseurs fluorés par des émulseurs non fluorés.

L'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité du nouvel émulseur. La FDS a été révisée en novembre 2022 (il s'agit de la révision 4). L'émulseur concerné est un émulseur PROFREE F3 AR (sans fluor synthétique AR).

Les émulseurs autorisés sont ceux dont la somme des concentrations en PFAS est inférieure à 1 ppm, dans la limite des connaissances actuelles et des méthodes d'analyse et de quantification :

- la concentration en PFOA est inférieure à 25 ppb
- la concentration en PFHXS est inférieure à 100 ppb

Les émulseurs sur site respectent ces termes. A noter que la consultation sur le site du GESIP montre que l'émulseur utilisé sur site est bien qualifié sans fluor et que la date de validité est conforme (2029).

Méthanol et autres alcools aliphatiques					
Emulseurs sans fluor					
PROFREE F3 AR 1X3	F3 AR	3%	21/03/2024	20/03/2024	FF-202409
PROFREE F3 AR 3x3	F3 AR	3%	21/03/2024	20/03/2029	FF-202411

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 19 :** Mise à jour du POI

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

<b>Prescription contrôlée :</b>  SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
<b>Constats :</b>  Le POI du site a été mis à jour en décembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Réalisation d'exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
<b>Constats :</b>  Des exercices POI sont réalisés aux périodicités requises. Plusieurs exercices ont été réalisés en 2024. Les comptes-rendus ont été transmis à l'inspection et les actions proposées font l'objet d'un plan d'actions.  Un exercice a été réalisé le 13/02/2025 sur le scénario 2 « feu de la cuvette du bac 6 » : Rideau d'eau wagon citerne + couronnes bacs 6 et 7 + canons fixes. Toutes les installations de la DCI ont été vues fonctionnelles sans anomalies. L'essai de fermeture de la vanne en aval du décanteur est réalisé également par déclenchement avec l'arrêt d'urgence.  Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

<p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;[...] »</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis les constats mis en lumière lors de l'inspection de 2024 (se référer au rapport), la version du POI transmise en décembre 2024 a permis d'intégrer les réponses aux constats supra.</p> <p>Comme déjà précisé supra, les substances recherchées (voir Annexe 5 du POI) ont été choisies selon le guide professionnel à l'usage des industriels et de la chimie et du pétrole, le guide méthodologique rédigé par TLF, l'UFCC et AFILOG ; et les guides INERIS sur la stratégie de prélèvement et d'analyses et la toxicité et dispersion des fumées d'incendie (Oméga 16). Ces éléments n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.</p> <p>Les milieux devant faire l'objet d'un prélèvement sont également détaillés ainsi que les méthodes de prélèvements.</p> <p>Dans la matrice « Eau », il est indiqué en Nota : « Absence de substances liées aux retardateurs de flamme bromés, pas de mesures des produits de décomposition Dioxines-furannes Bromées (PBDD/F) ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 22 : Stratégie de prélèvement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</p> <p>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p>

<p>délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI de décembre 2024 intègre bien une stratégie de prélèvement qui recense, par paramètres à analyser et par milieux, les équipements, moyens matériels et protocole de prélèvement associés par substance et milieu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 23 : Personnels compétents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant délègue à Bureau Véritas les prélèvements à réaliser. En revanche, le POI ne consigne pas les justificatifs attestant que ce sont des « personnels compétents ou organismes habilités à</p>

mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher ».

L'exploitant a mobilisé physiquement l'astreinte Bureau Véritas lors de l'exercice de 2024 et testera l'astreinte téléphonique lors de l'exercice POI de 2025, avec grèvement de la cellule de crise nationale Bolloré.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de justifier que les personnels de Bureau Véritas mobilisables pour réaliser les prélèvements sont compétents. De plus, l'exploitant justifie de la disponibilité des personnels de Bureau Véritas pour intervenir rapidement pour réaliser les prélèvements attendus.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois